



UNE ÉDUCATION ÉCOLOGIQUE, POUR CONSTRUIRE NOS COMMUNAUTÉS

**DOCUMENT D'ACCOMPAGNEMENT
DES JOURNÉES D'ANIMATION :**

**CRÉER DES LIENS ENTRE
« ÉDUCATION ET ÉCOLOGIE »
POUR COMPRENDRE ET AGIR SUR NOTRE MONDE**

**CENTRE DE DOCUMENTATION SUR L'ÉDUCATION DES ADULTES
ET LA CONDITION FÉMININE (CDÉACF)**

FÉVRIER 2001

Coordination du projet : Maryse Rivard

Recherche et rédaction : Jean-François Aubin

Relecture : Maryse Rivard, Lise St-Germain, Lynn O'Cain.

Correction : Audrey Côté, Julie Leclair

Mise en page : Amélie Martel

Animation des sessions : Lynn O'Cain, Illico, coopérative de travail
Jean-François Aubin, ÉCOF

Centre de documentation sur l'éducation des adultes
et la condition féminine (CDÉACF)

Montréal, février 2001

TABLE DES MATIÈRES

AVANT- PROPOS	6
Introduction	7
Partie 1:	
L'application des grands principes écologiques	9
Lien entre formation de base et développement durable.....	10
Partir du savoir des gens.....	13
Une éducation tout au long de la vie	15
L'implication d'une population.....	17
Le milieu associatif comme lieu d'éducation.....	18
En résumé	19
PARTIE 2:	
Pour les communautés durables	21
Quelques principes pour guider notre action	22
Une formation adaptée.....	27
Des entreprises sociales	27
De nouvelles pratiques de développement durable	28
La circulation de l'argent	29
Le troc : un système de commerce local.....	30
L'aménagement du territoire.....	31
Favoriser la démocratie et la participation.....	32
Une histoire et une culture à reconnaître	34
Un plan d'action	35
En résumé	36
Conclusion	37

AVANT-PROPOS

DES LIVRES À LA PRATIQUE...

Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) a pour mandat de vous faire connaître des livres de façon intéressante et originale. Depuis quelques années, les journées d'animation «Créer des liens pour comprendre et agir sur notre monde» nous permettent de réaliser cette mission.

Ces journées traitent d'un sujet d'actualité et reposent sur des publications récentes dont le contenu pourrait avoir pour effet l'amélioration des interventions en éducation des adultes. Excellente occasion de réfléchir sur des thématiques spécifiques, ces journées sont présentées dans plusieurs régions du Québec et sont offertes avec un document d'accompagnement et une bibliographie sélective. Grâce à cette rencontre annuelle autour d'ouvrages choisis, nous voulons créer des liens, non seulement entre la documentation théorique et la pratique, mais également entre les intervenantes et les intervenants des différents réseaux et organismes.

Cette année,¹ les journées d'animation du CDÉACF s'articulent autour d'une idée majeure : comment intégrer nos processus d'éducation des adultes - éducation formelle, populaire, communautaire, alphabétisation - au sein de projets communautaires? Ce document intitulé : «Une éducation écologique pour construire nos communautés» a été conçu pour accompagner ces journées d'animation.

Ce document n'est pas un résumé de livres à proprement parler. Il s'agit plutôt d'une lecture transversale qui tente de saisir les idées principales des publications choisies. Notre lecture n'est pas objective. Elle a pour but de mieux vous faire connaître différents livres et, surtout, de vous transmettre le goût de les lire. N'est-ce pas une des missions essentielles d'un centre de documentation que de rendre accessibles les ouvrages qu'il diffuse ?

Nous remercions les auteurEs des livres vedettes qui ont permis d'initier la réflexion et par le fait même, de rédiger ce document. Grâce à leur travail, la magie des livres se réalise à nouveau et nous propose de nouvelles façons de comprendre et d'agir sur le monde.

Bonne lecture!

¹ Les documents des années précédentes peuvent être consultés au CDÉACF ou sur le site Internet : <http://www.cdeacf.ca>

Introduction

Une éducation durable au service d'un développement durable

Depuis ses premières journées de réflexions en 1996, le CDÉACF s'intéresse aux livres abordant des thèmes liés à l'éducation au sens large du terme. Le dernier numéro de la collection Alpha, intitulé *Éducation écologique dans la vie quotidienne, Alpha 2000*² nous offre l'occasion d'explorer les principes écologiques applicables à l'éducation.³

À l'invitation de *Alpha 2000*, nous aborderons cette question avec la perspective d'une éducation favorisant le développement durable⁴ tant en termes d'écosystème que de rapports humains. Cependant, nous n'aborderons pas l'éducation écologique sous l'angle restreint de l'enseignement des notions d'environnement. Nous réfléchissons plutôt sur l'intégration de l'éducation à des projets novateurs de construction ou de reconstruction de nos milieux de vie. L'écologie et le développement durable interprétés dans ce sens deviennent non seulement des concepts qui modulent nos habitudes de vie, mais également un projet de société basé sur le développement de nos communautés, de nos villes ou villages et de nos quartiers.

Ainsi, la première partie du document vise à cerner ces concepts théoriques qui interpellent notre quotidien, nos pratiques d'éducation et nos engagements. Même si nous naviguons davantage dans le monde des idées, c'est à l'aide d'exemples que nous tenterons de bien saisir ces théories.

La deuxième partie du document sera plutôt orientée vers la pratique. Nous examinerons des balises et des guides pour revitaliser nos milieux. Vous n'y trouverez pas de recettes magiques, mais simplement le fruit de la réflexion des expériences passées. Cette réflexion prendra appui principalement sur le livre *Entre nous, rebâtir nos communautés*.⁵

² Hautecoeur, Jean-Paul. *Alpha 2000 : éducation écologique dans la vie quotidienne -- Alpha 2000*. Québec, Ministère de l'éducation, 2000, 349 p.

³ Par «écologie», nous entendons l'étude des rapports qui existent entre les êtres vivants et leur milieu vivant ou non vivant, entre les plantes et les animaux, entre l'homme et le reste de la nature et entre les êtres humains.

⁴ Par «développement durable», nous voulons dire un développement qui réponde aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à subvenir à leurs besoins.

⁵ Marcia, Nozick. *Entre nous, rebâtir nos communautés*. Montréal : Éditions Écosociété, 1995, 263 p.

Cet ouvrage élabore une nouvelle éthique du développement centrée sur cinq thèmes majeurs :

- 1) Une économie axée sur l'autosuffisance ;
- 2) Une conscience écologique ;
- 3) la reconquête de son pouvoir par la communauté ;
- 4) La satisfaction des besoins de chacun ;
- 5) Une culture émanant de la communauté.

L'auteure, Marcia Nozick, considère l'écologie comme un solide point de référence pour bâtir de nouvelles communautés. L'écologie vient situer la discussion sur l'autosuffisance ainsi que l'autonomie des groupes. Elle permet d'éveiller les consciences et ainsi susciter des changements. Nous pouvons également découvrir les rapports entre ce que nous mangeons, ce que nous faisons de nos déchets, ce que nous consommons et ce que nous produisons.

Si la redécouverte de soi et de la communauté devenait une préoccupation générale dans la conscience sociale, elle pourrait nous donner la force d'affronter et de renverser la vague de la mondialisation, du déracinement, de l'aliénation et de la tendance à traiter les gens et les choses comme des biens de consommation.

Entre nous, rebâtir nos communautés, p. 240.

Nous n'avons pas la prétention d'explorer toutes les dimensions et toutes les questions soulevées par une approche écologique.⁶ Nous sommes conscientEs des limites de ce document, mais nous pensons que les publications dont il s'inspire touchent des questions fondamentales en ce qui a trait à notre conception de l'éducation ainsi qu'à nos modèles de développement.

À l'heure où la mondialisation prend de plus en plus de place dans nos vies, il faut rééquilibrer notre monde en s'ancrant solidement les pieds dans un espace de vie qui intègre une culture, des valeurs communes et, pourquoi pas, une certaine vision de notre monde. C'est seulement lorsque notre appartenance à notre «chez-nous» est solide que notre tête et notre cœur peuvent s'ouvrir au monde pour

⁶ Vous trouverez en accompagnement à ce document une bibliographie sélective préparée par le CDÉACF qui vous permettra de prendre connaissance et d'approfondir d'autres dimensions de l'approche écologique.

mieux le comprendre et créer une mondialisation à dimension humaine!⁷

PARTIE 1 :

L'application des grands principes écologiques
à l'éducation



***C'est seulement quand le dernier arbre aura été coupé,
La dernière rivière empoisonnée,
Le dernier poisson pris,
Que l'homme découvrira
Que l'argent ne se mange pas.***

Indiens cris du Canada, Alpha 2000, p. 67.

Cette première partie s'appuie principalement sur *Alpha 2000*, un recueil de textes publié par un collectif de chercheurs en éducation. Ces chercheurs ont amorcé leurs réflexions autour de trois questions :

- Comment établir des liens entre le travail d'éducation et l'expérience des apprenants dans leur environnement naturel, social et culturel?
- Comment lier l'éducation à la lutte à la pauvreté et à une perspective de renouvellement des ressources tant humaines que naturelles?
- Comment apprendre à vivre ensemble dans le respect des différences?

Issue des suites de la Conférence de Rio (1992) et de la 5^e conférence internationale de l'UNESCO⁸ sur l'éducation des adultes (1997), cette publication vise à actualiser l'application des grands principes écologiques au domaine de l'éducation. L'angle sous lequel cette thématique est abordée n'est pas celui de l'écologie comme une spécialité, mais plutôt comme un élément transversal intégrant toutes les sphères de notre action.



⁷ À ce sujet, voir le document d'accompagnement des journées d'animation 2000 : *Femmes et mondialisation*.

⁸ UNESCO, *Cinquième conférence internationale sur l'éducation des adultes, Hambourg 14-18 juillet 1997, Rapport final*, Paris/Hambourg: UNESCO/Institut de l'UNESCO pour l'éducation, 1997.

Le changement radical dans nos modes de penser et de vivre qu'appelle le développement durable suppose aussi un changement des pratiques d'éducation.

Alpha 2000, p. 20.

Suite à un séminaire de réflexion, les chercheurs ayant participé à *Alpha 2000* en arrivent à définir une éducation écologique comme une éducation insérée dans la communauté. Une éducation dans la communauté suppose également une vision de développement durable. Ceci détermine notre conception du développement. Par exemple, au plan économique, il faut viser des activités qui s'appuient sur l'histoire et le territoire tout en s'appuyant sur les savoirs des gens qui habitent ce territoire.

En ce qui concerne les activités économiques, elles gagnent à être diversifiées et à valeur ajoutée, c'est-à-dire à viser la transformation des produits et services offerts.

Une telle vision de l'éducation suppose de laisser de côté un certain purisme qui veut que l'éducation soit perçue comme étant au-dessus de la vie quotidienne.

Les savoirs qui constituent l'éducation s'inscrivent souvent en dehors de la réalité collective, en dehors de la communauté où vivent les gens. Pourtant, pour prendre tout son sens et toute sa pertinence, l'éducation doit permettre une transformation de la vie. Cela demande un travail collectif, une approche communautaire qui s'ajoute et dépasse le cadre individuel d'apprentissage.

La formation de base sous toutes ses formes est encore trop souvent éloignée du contexte de vie des apprenantEs. Elle ne part pas de leur milieu de vie, du milieu géographique où elles et ils habitent, de leur culture et de leurs savoirs. Toutes les personnes ont des savoirs acquis par l'expérience et par les lieux d'éducation informels.

Lorsque nous utiliserons le terme *éducation* dans ce document, ce sera, comme le soulignait le rapport Delors⁹ dans le sens d'une «éducation tout au long de la vie». Nous parlerons donc autant d'éducation formelle que d'éducation informelle, incluant l'éducation populaire.



⁹ Delors, Jacques. *L'éducation. Un trésor est caché dedans*, Rapport de la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI^e siècle, Paris: UNESCO/Éditions Odile Jacob, 1996.

Apprentissage et éducation sont souvent, à tort, associés à la scolarisation. Certes, l'école dispense des enseignements d'importance et elle réussit mieux que toute autre organisation à promouvoir certains types d'apprentissage. Toutefois, il n'est pas vrai que tous les apprentissages se font à l'école et que ce qui s'apprend à l'extérieur n'est pas indispensable. De fait, pour la plupart des gens, les apprentissages les plus fondamentaux et la plus grande part de leur instruction s'acquièrent à l'extérieur des classes et des écoles.

Alpha 2000, p. 258.



LIEN ENTRE FORMATION DE BASE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Lorsque nous parlons d'écologie, nous parlons d'une vision du monde qui mise sur le développement. Nous parlons de ce qu'il est convenu de nommer le «développement durable».

En 1987, la commission mondiale des Nations Unies sur l'environnement et le développement (commission Brundtland) publiait une étude désormais célèbre intitulée «Our Common Future», qui exhortait le monde entier à s'engager dans le développement durable. Le développement durable y est défini comme «un développement qui réponde aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à subvenir à leurs besoins.

Entre nous, rebâtir nos communautés, p.32.

De tels principes appliqués à l'éducation nous conduisent à repenser les liens entre le travail d'éducation réalisé et l'expérience des personnes tant dans leur environnement naturel, social que culturel.

Une telle approche implique de faire le lien entre formation de base et apprentissage du vécu collectif fondé sur les différences. C'était, rappelons-nous, une des grandes recommandations du rapport Delors sur l'éducation.

Une approche écologique de l'éducation est également une approche qui contribue à la construction d'une alternative, d'un nouvel ordre mondial qui s'oppose au libre marché, à la concurrence et aux profits. La mondialisation des marchés que nous vivons actuellement a bien souvent pour conséquence de détruire la nature (catastrophes écologiques, comme le déversement de pétrole dans les mers) et l'être humain (augmentation importante de la pauvreté).

En contrepartie, l'approche écologique propose une éducation qui lutte contre la pauvreté et impose une réflexion sur nos modes actuels de production et nos pratiques de consommation.



Déjà à Rio en 1992, les ONG¹⁰ avaient arrêté quelques grands principes d'une éducation environnementale, parmi lesquels :

- **La fonction critique et innovante, visant la transformation des pratiques sociales et la construction de formes alternatives de vie fondées sur le dialogue et la coopération;**
- **Le but du développement local et global d'une citoyenneté basée sur l'autodétermination et le respect de la souveraineté des nations;**
- **Une approche holiste et interdisciplinaire dans les relations entre les humains, la nature et l'univers;**
- **L'encouragement à la solidarité, l'équité et le respect des droits humains qui suppose des stratégies démocratiques et un climat ouvert d'échange interculturel;**
- **La reconnaissance, le respect et l'utilisation des savoirs et savoir-faire vernaculaires,¹¹ ainsi que la promotion de la diversité écologique, culturelle et linguistique;**
- **La démocratisation des communications, particulièrement des médias de masse qui sont un véhicule essentiel d'échange d'information, de valeurs et d'expériences;**
- **Le développement d'une sensibilité éthique à l'égard de toutes formes de vie sur cette planète, qui impose des limites à l'exploitation par l'homme des ressources de l'univers.**

Alpha 2000, p.22.

Si nous travaillons avec une approche globale en éducation, nous ne pouvons faire autrement que de se situer dans une vision écologique et faire la promotion d'initiatives locales de développement social durable. Cette approche nous conduit à intervenir sur les questions fondamentales des droits humains.

¹⁰ Organisme non gouvernemental.

¹¹ Les savoirs populaires autrement dit.

PARTIR DU SAVOIR DES GENS

Idéalement, l'éducation doit nous aider à résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés en tant qu'individu et comme communauté. Souvent, les programmes de formation prennent pour acquis que les gens ne savent rien. Il est fréquent également de voir des contenus de formation loin des réalités locales et culturelles. Nous en avons eu un bel exemple dernièrement avec la série historique «Le Canada, une histoire populaire». Lorsqu'est venu le temps de présenter la conquête de l'Angleterre, les producteurs ont fait des choix correspondant à la culture anglophone qui sont en contradiction avec la lecture historique faite par des francophones. À trop vouloir présenter une vision universelle, cette série éducative a oublié que l'éducation, tout comme l'histoire peut s'inspirer de différentes visions du monde. On ne peut pas avoir la même vision d'un événement historique selon que l'on est vainqueur ou vaincu.

Une approche écologique en éducation implique de faire découvrir ces savoirs propres à ceux et celles qui sont en démarche d'éducation, à les valoriser et permettre leur utilisation dans les projets de développement de la communauté.

Un des textes des plus intéressants d'*Alpha 2000* aborde les savoirs des gens des quartiers populaires du Caire en Égypte¹². Ces derniers récupèrent, avec habileté, une grande proportion des déchets de la ville.



Ce groupe d'exclus a appris et nous apprend – à modifier radicalement notre perception des ordures pour les considérer désormais comme une ressource fabuleuse. Grâce à leur force inflexible, à leur dur labeur, à leur persévérance et à leur ingéniosité, ils ont enseigné à une mégapole de quinze millions d'habitants comment récupérer et recycler 80 p. 100 des déchets qu'ils ramassent.

Alpha 2000, p. 39.

¹² Kamel, Laila Iskandar. «Égypte, une éducation écologique dans l'environnement vivant du développement», *Alpha 2000 : Éducation écologique dans la vie quotidienne -- Alpha 2000*. Québec : Ministère de l'éducation, 2000, p. 35.

Vous croyez qu'il s'agit de quelque chose de très marginal? Détrompez-vous! Ce travail de récupération et de recyclage a permis la création de plus de 200 petites et moyennes entreprises dans un seul quartier du Caire et donne du travail à 40 000 personnes dont la moitié sont des femmes. Ce travail procure aussi des emplois à plus de 1000 jeunes.



Une organisation à but non lucratif s'est associée à ces *éboueurs* pour les soutenir, notamment par des activités d'éducation. Les éléments de formation retenus par la population de ces quartiers portaient sur l'environnement (gestion des déchets solides), les techniques de recyclage, l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, l'administration d'une entreprise, la santé et l'organisation communautaire.

Il ressort de tout cela que les projets de développement fournissent de précieux contextes d'apprentissage, même non structurés, où tout individu peut apprendre de nouvelles façons de penser pour résoudre des problèmes, de nouvelles méthodes de travail et de nouvelles idées.

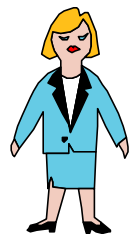
Alpha 2000, p. 54.



Mais ce n'est pas toujours aussi facile de percevoir les savoirs populaires. Par où commencer? Regardons ce que ce professeur de mathématiques, Munir Fasheh nous dit dans un texte sur les savoirs populaires¹³ dans lequel il nous fait part de l'apprentissage qu'il a fait en observant plus attentivement sa mère.

Le premier aspect est l'importance d'examiner les actions des gens, leur mode de pensée et l'immense sagesse dont ils font habituellement preuve – des originalités que ne voient généralement pas les esprits modelés par les idéologies dominantes du monde actuel. Une approche écologique consiste donc d'abord à puiser dans ce trésor caché et à le rendre visible par diverses formes d'expression culturelle : une robe dans le cas de ma mère, un article, une chanson, un dessin ou une nouvelle manière de percevoir un phénomène, de définir un mot ou d'exposer un problème.

Alpha 2000, p. 64.



¹³ Fasheh, Munir. «Territoires palestiniens, L'abondance, idée centrale d'une éducation écologique», *Alpha 2000 : Éducation écologique dans la vie quotidienne -- Alpha 2000*. Québec : Ministère de l'éducation, 2000, p. 63.



UNE ÉDUCATION TOUT AU LONG DE LA VIE

Une des idées fortes du rapport Delors était une «éducation tout au long de la vie» et elle s'applique bien à une perspective d'éducation écologique. Mais comme Jean-Paul Hautecoeur le souligne dans *Alpha 2000*, ce principe, si on veut demeurer réaliste, peut uniquement prendre tout son sens à l'intérieur de communautés qui font une place beaucoup plus grande à une démocratie participative.

L'éducation pour tous et tout au long de la vie suppose la création de communautés plus solidaires et plus responsables, ainsi que la mise en œuvre de rapports de citoyenneté plus démocratiques. La formation à de nouvelles compétences de citoyenneté constitue une partie incontournable de l'écologie politique des formations de base. Elle encourage l'expression de chacun et chacune. Elle rend possible la participation volontaire de l'ensemble des acteurs aux projets qui les concernent.

Alpha 2000, p. 28.

Dans son texte *Alpha 2000*, Serge Wagner, chercheur en éducation des adultes, nous donne deux exemples d'application d'une approche écologique à l'intérieur des pratiques d'éducation avec les Métis et les autochtones du Canada.¹⁴

La première expérience se déroule à St-Laurent, petite municipalité de Métis francophones située au Manitoba à environ 80 kilomètres de Winnipeg. À l'intérieur d'une démarche d'alphabétisation, les participants ont décidé de monter une pièce de théâtre sur les premiers rapports entre blancs et métis à St-Laurent. La problématique de départ qui les a conduit vers ce thème est la difficulté pour les métis de s'affirmer parce qu'ils sont considérés comme des citoyens de seconde classe.

Quant à la forme de l'activité, elle est fort éloignée du modèle d'enseignement du français généralisé dans la province et des relations hiérarchiques qu'il induit habituellement. Le contenu a été établi de façon créative et coopérative, en groupe. De plus, le scénario s'inscrit dans la tradition culturelle des Métis et des Canadiens français en intégrant le chant, la danse et la musique.

Alpha 2000, p. 83.

¹⁴ Wagner, Serge. «Canada, Formation de base écologique chez les autochtones du Canada», *Alpha 2000 : Éducation écologique dans la vie quotidienne -- Alpha 2000*. Québec : Ministère de l'éducation, 2000, p. 73.

En plus de favoriser un apprentissage de la lecture, de l'écriture et de l'expression orale, cette activité a transformé les participantEs de cette pièce. En partant de leur histoire, ils se sont découverts eux-mêmes. D'ailleurs, cette activité a eu un impact sur l'ensemble de la communauté, car la pièce fut présentée en public. Des expériences semblables se déroulent également à l'intérieur de groupes en alphabétisation populaire au Québec, notamment à COMSEP¹⁵ à Trois-Rivières. Depuis bientôt dix ans, une pièce de théâtre est écrite, montée et jouée par les participantEs des ateliers devant un large public.



L'autre exemple qui nous est présenté est le projet Sanaguavik (signifiant «le lieu où nous sculptons»). Ce projet a été réalisé en 1998 et s'adresse aux jeunes adultes qui ont décroché du système éducatif. Réalisé à Iqaluit (situé sur la Terre de Baffin), il vise à la fois à donner une formation en sculpture, à améliorer la qualité des œuvres et la mise en marché ainsi qu'atteindre des objectifs de réinsertion et de préservation des valeurs de la communauté.

À Sanaguavik, la formation est principalement assurée par des maîtres sculpteurs inuit, sous la formule de l'apprentissage libre. Des exposés-échanges sont aussi donnés par les maîtres (des anciens). Des cours plus formels en informatique et en menuiserie par exemple, seront introduits. La langue de formation et de communication est l'inuktitut. Chacun touche une allocation de subsistance et encaissera la moitié du prix de la vente de ses œuvres.

Alpha 2000, p. 86.

Voilà un autre exemple d'éducation écologique qui s'intègre au développement d'une communauté. Ici, la communauté a su utiliser l'expertise des plus âgés et ainsi créer une dynamique inter-générationnelle. La formule est souple et adaptée à leur culture.

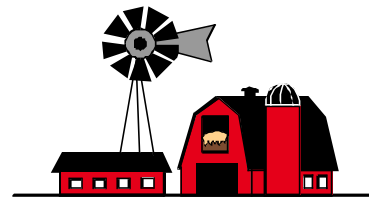
¹⁵ Le Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP) est à la fois un organisme d'alphabétisation populaire et un centre d'éducation populaire. D'autres groupes populaires en alphabétisation au Québec réalisent des activités similaires. La revue «*Le monde alphabétique*» publié par le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) est une vitrine intéressante de ces pratiques.

De ces deux expériences, Serge Wagner tire plusieurs enseignements :

- **Au départ, les deux formations apparaissent en marge des modèles d'éducation de base dominants où l'apprentissage de matières ou de techniques est prédominant. (...)**
- **Chaque formation est en fait intégrée à un projet plus large : action socioculturelle, dans le premier cas ; réinsertion sociale, dans le second.**
- **Les projets s'inscrivent dans une perspective d'équité à l'intention d'adultes mal desservis par la formation initiale. (...)**
- **Les projets se particularisent aussi par leur souplesse organisationnelle: cadre d'intervention minimal, caractère évolutif et interactif.**
- **Les projets sont centrés sur les apprenants et leurs besoins plutôt que sur des programmes rigides ou prédéterminés; adaptée au contexte, la proposition est en lien avec les savoirs, savoir faire et compétences des apprenants.**

Alpha 2000, p. 88.

Il fait remarquer également que chaque projet inclut une «valeur ajoutée» entraînant du «plus-être», du «mieux-être», du «bien-être». Selon M. Wagner, le problème de recrutement vécu actuellement en alphabétisation par plusieurs organismes et institutions est profondément lié au manque de sensibilité à l'égard de l'environnement des personnes analphabètes. Souvent, une importance disproportionnée est donnée à l'enseignement du code écrit au détriment des autres besoins des personnes concernées.



L'IMPLICATION D'UNE POPULATION

Dans un article d'*Alpha 2000*, Ismail Daik et Shawkat Sarsour¹⁶ nous conduisent en Palestine et nous présentent une expérience réalisée avec les travailleurEuses agricoles de cette région. Un recensement de toutes les méthodes traditionnelles a été effectué, que ce soit pour préserver le sol et l'eau, pour labourer ou encore pour préserver les produits agricoles. La recherche avait pour but de documenter tous

¹⁶ Daik, Ismail et Sarsour, Shawkat. «Territoires Palestiniens, Développement agricole et sauvegarde du savoir indigène», *Alpha 2000 : Éducation écologique dans la vie quotidienne -- Alpha 2000*. Québec: Ministère de l'éducation, 2000, p. 289.

ces savoirs afin de les appliquer au développement agricole et ainsi les perfectionner.

L'organisation qui a mené ce projet à terme retient que pour augmenter l'efficacité du programme, il est important de montrer aux agriculteurTRICEs à partager leur savoir afin de pouvoir apprendre les uns des autres. L'importance des réseaux, formels ou informels, est apparue incontournable pour compléter le travail d'éducation. Finalement, il faut souligner que le fait que la population ciblée soit partie prenante de la planification, de la gestion et de l'évaluation des programmes dès le départ facilite grandement leur compréhension.

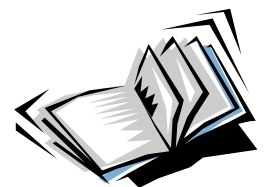
LE MILIEU ASSOCIATIF COMME LIEU D'ÉDUCATION



Depuis longtemps, les groupes d'alphabétisation populaire et les groupes d'éducation populaire du Québec l'ont compris : le milieu associatif est un lieu d'éducation en soi. David Barton¹⁷ nous livre les résultats d'une recherche effectuée dans la ville de Lancaster située dans le nord-ouest de l'Angleterre qui vient appuyer cette idée. Cette étude échelonnée sur plusieurs années portait sur les activités quotidiennes de lecture et d'écriture. Parmi les sphères identifiées où se pratiquent la lecture et l'écriture, on retrouve la sphère de l'implication sociale. Barton et ses collègues ont été très surpris du grand nombre de regroupements ou de clubs qui comptent beaucoup de participantEs. Ces personnes étaient régulièrement mises en situation de pratiquer la lecture et l'écriture.

La participation sociale fait appel à l'alphabétisme de bien des façons. Les membres de ces groupes lisent des avis et des bulletins, en écrivent, participent à des réunions, des tirages et des brocantes, conçoivent des affiches.

Alpha 2000, p. 182.



L'implication sociale est un processus continu d'éducation. Un processus qui se réalise à travers des actions concrètes dans une communauté ou dans un groupe donné. Cela pose quelques questions telles la reconnaissance de ces expériences, la considération du mouvement associatif comme un lieu d'éducation ainsi que les liens à établir entre les milieux plus formels (les institutions d'enseignement) et les milieux associatifs.

¹⁷ Barton, David. «Royaume-Uni, Pratiques d'écriture dans la vie quotidienne : une perspective écologique», *Alpha 2000 : éducation écologique dans la vie quotidienne -- Alpha 2000*. Québec : Ministère de l'éducation, 2000, p. 177.

L'auteur souligne également l'importance de considérer une démarche qui se veut plus collective qu'individuelle en termes d'impacts.

L'exemple qui précède montre l'opportunité de considérer l'alphabétisme comme une ressource commune plutôt que comme un ensemble de compétences maîtrisées par un seul individu. La collectivité de notre étude avait les ressources pour résister aux promoteurs : du temps pour effectuer une recherche, des réservoirs de connaissances, des personnes connues dans l'administration locale, des ressources matérielles, des espaces pour tenir des réunions, des habiletés à produire des affiches et des annonces.

Alpha 2000, p. 189.

Selon Barton, le défi principal consiste à combiner des savoirs populaires à des connaissances globales pour ainsi créer de nouvelles formes de savoirs et d'actions.

EN RÉSUMÉ



Alpha 2000 vise à exposer et faire réfléchir sur le lien entre la formation de base dans le quotidien des communautés et les préoccupations universelles de régénération de l'environnement naturel et humain. Il porte également sur l'urgence de la construction d'une vie digne et décente pour tous ceux et celles dont les droits fondamentaux sont bafoués.

Plusieurs articles du collectif *Alpha 2000* présentent l'éducation sous un angle beaucoup plus large que ce qui se fait en milieu scolaire. Ils nous rappellent que les adultes avec qui nous travaillons ont déjà des expériences et des savoirs. Savons-nous en tenir compte?

Trop longtemps, ces savoirs ont été dévalorisés. En tant qu'intervenants, sommes-nous en mesure de reconnaître la valeur de ce qu'est la culture populaire des gens marginalisés et exclus de notre société? Pourrions-nous inclure les éléments de cette culture populaire dans les processus d'éducation?

Une éducation écologique est fondée localement, sur ce que les gens sont –sur leurs origines sociales et leur patrimoine culturel, sur leur expérience –ainsi que sur les caractéristiques et les limites de leurs biorégion. Une éducation écologique s’inscrit aussi globalement dans une perspective de développement durable, caractérisée par le respect de la diversité bioculturelle, l’échange équitable entre parties d’une communauté et de l’humanité, une économie solidaire, créatrice de valeur ajoutée au plan local, et la régénération des écosystèmes – de l’ensemble des ressources.

Alpha 2000, p. 338.

Après toutes ces réflexions, comment pourrions-nous résumer ce qu'est l'éducation écologique? En rappelant que cela doit d'abord partir des gens et s'inscrire dans un processus de développement durable.

Une éducation écologique qui privilégie la durabilité doit s'exercer tout au long de la vie. Retenons simplement la définition de l'éducation écologique proposée par Jean-Paul Hauteceur : «elle s'applique à l'ensemble des activités humaines, incluant les activités quotidiennes et l'économie domestique, là où les connaissances sont souvent orales ou même implicites, acquises et transmises par la pratique.»¹⁸

On retrouve plus souvent les approches d'éducation écologique dans la société civile notamment dans les associations et les organismes communautaires. L'éducation écologique repose sur une vision holistique, c'est-à-dire qu'elle considère la vie comme un tout. Même si elle travaille à établir des liens entre les différentes catégories de gens dans la société, elle a une priorité pour les pauvres et les excluEs. Cela s'inscrit dans la logique de la perspective du développement durable et d'anti-gaspillage, y compris du potentiel humain. Elle est dans ce sens très sensible à la dimension des droits humains.

L'apprentissage écologique s'exerce nécessairement dans la défense active des droits humains, dans la protection de la vie des peuples, des cultures minoritaires dans leur environnement.

Alpha 2000, p. 341.

Finalement, l'éducation écologique fait appel aux arts populaires dans les projets de revitalisation du patrimoine des communautés. Il s'agit

¹⁸ Hauteceur, Jean-Paul. *Alpha 2000: éducation écologique dans la vie quotidienne -- Alpha 2000*. Québec : Ministère de l'éducation, 2000, p. 338.

d'une réalité en voie de disparition dans nos sociétés occidentales standardisées et uniformisées.

L'éducation écologique s'apparente beaucoup à la philosophie de l'éducation populaire et de l'alphabétisation populaire. Elle exige cependant que les projets de formation se concrétisent à l'intérieur de processus permettant un développement local. Elle est donc fortement ancrée dans le milieu de vie des participantEs.



DEUXIÈME PARTIE :

POUR DES COMMUNAUTÉS DURABLES

C'est un mythe de prétendre que l'éducation a pour but de donner aux élèves les moyens d'avancer et de réussir. À la vérité, notre planète compte suffisamment de gens qui ont réussi, mais elle a désespérément besoin de plus de pacificateurs, de guérisseurs, de bâtisseurs, de conteurs et d'amoureux de tous genres. Elle a besoin de personnes capables de mener une vie heureuse dans leur milieu, de gens courageux désireux de lutter pour rendre le monde habitable et humain. Ces qualités ont peu à voir avec la réussite telle que notre culture la définit.

Alpha 2000, p. 229.

Poser la question de l'éducation écologique, c'est expérimenter une éducation qui s'inscrit dans des projets de développement de nos communautés (quartiers, villes, etc.). Ceci nous amène à nous demander comment contribuer à construire des communautés vivantes dans une perspective écologique. Des communautés où l'on vise la mise en valeurs de tous les potentiels tant humains que naturels. À l'aide de *Entre nous, Rebâtir nos communautés*, de certains textes d'*Alpha 2000* et du *Guide de développement des collectivités*,¹⁹ nous allons explorer les principes qui guident le développement local et durable.

¹⁹ Frank Flo et Smith Anne. *Guide de développement des collectivités, un outil de renforcement des capacités communautaires*, DRHC, 1999.

QUELQUES PRINCIPES POUR GUIDER NOTRE ACTION

Un texte intéressant de Anthony Flaccavento²⁰ relate l'expérience d'un organisme sans but lucratif qui vise le développement durable, *l'Appalachian Sustainable Development* (ASD). L'ASD intervient dans un secteur regroupant dix comtés du sud-ouest de la Virginie et du nord-est du Tennessee. Cette région des Appalaches est marquée par un taux élevé de chômage et de pauvreté.

L'ASD travaille en partenariat avec des organisations communautaires, des entrepreneurs et des organismes publics pour surmonter le dilemme entre l'emploi et l'environnement par la formation et le développement communautaire. De leur expérience, ils en dégagent cinq principes.

Principe 1 : Les racines du développement durable sont avant tout locales

Le développement durable doit s'insérer dans un écosystème particulier et tenir compte de celui-ci. Il doit tenir compte des forces et des faiblesses de cet écosystème, y compris les habitantEs de cette région. Dans ce sens, avant de se donner un plan d'action, il faut se demander ce que nous pouvons faire ici compte tenu de la nature? La survie de nos communautés passe par notre capacité à relancer et à revitaliser nos économies locales à même nos possibilités.



L'autre jour, je suis allée au Super Value, une chaîne d'épicerie géante; le seul sucre que j'y trouvai provenait de Londres, en Angleterre, à l'autre bout du monde. Ce paradoxe me frappa en plein front: je suis à Winnipeg, la capitale nord-américaine de la betterave à sucre, à quelques kilomètres d'une raffinerie de sucre, et je dois acheter du sucre importé d'Angleterre.

Entre nous, rebâtir nos communautés, p. 24.

Dans *Entre nous, rebâtir nos communautés*, on suggère la piste de l'autosuffisance comme objectif. L'autosuffisance y est présentée comme le meilleur moyen pour une communauté de subvenir à ses besoins tout en ayant une indépendance économique.

²⁰ Flaccavento, Anthony. «États-Unis, pour un développement durable dans le centre des Appalaches», *Alpha 2000: éducation écologique dans la vie quotidienne -- Alpha 2000*. Québec: Québec : Ministère de l'éducation, 2000, p. 229.

Une condition nécessaire de la responsabilisation locale est de nous assurer le contrôle de nos ressources et de notre développement. Le contrôle local peut s'obtenir de diverses façons: par des lois protectrices et l'action des citoyens; par l'acquisition (tant individuelle que collective) des industries; par la démocratisation de l'administration et des prises de décisions dans les milieux de travail; par la recherche de l'indépendance économique, c'est-à-dire d'une production locale orientée vers la satisfaction des besoins locaux.

Entre nous, rebâtir nos communautés, p. 35.

Principe 2 : Le développement durable se fait à la fois dans le contexte de l'écosystème local et de la biosphère plus vaste. Il est guidé - et limité - par trois composantes essentielles de l'écosystème: la diversité, l'interrelation et la régénération.

Le développement durable doit s'appuyer sur la diversité. Être dépendant d'une seule industrie nous positionne en situation de dépendance et nous laisse à la merci des fermetures d'usines ou des changements technologiques. La région de Trois-Rivières au Québec vit actuellement cette réalité. Elle maintient des hauts taux de chômage dus, en bonne partie, à sa dépendance face à l'industrie papetière. Nous pourrions donner le même exemple avec la région de Thetford Mines et les industries minières.

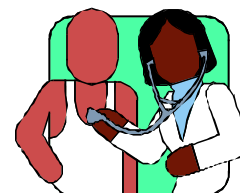


Si nous appliquons la notion d'interrelation au plan humain, nous pouvons mentionner la réalité des personnes qui doivent vivre avec la sécurité du revenu actuellement. Vivre avec un revenu qui oscille autour de 500\$ par mois peut avoir des incidences sur la santé physique et mentale des personnes.



À la longue, il en coûtera souvent beaucoup plus cher en soins de santé ou en services sociaux pour aider ces personnes qu'il en aurait coûté de leur donner une réelle possibilité de réintégrer le marché de l'emploi au départ.

Il est important également de considérer les choix sociaux que nous faisons sous l'angle de l'interrelation, c'est-à-dire les liens qui existent entre l'ensemble des conséquences du développement.



Sur le plan économique, ces interrelations créent à la fois des possibilités et des défis. Certaines entreprises comme Full Cycle Woodworks de Rogersville au Tennessee viennent d'adopter la méthode «d'établissement du coût de revient complet» afin de réduire au minimum les effets secondaires extérieurs et d'inclure dans leur bénéfice net toutes les incidences influant sur les résultats nets de l'entreprises. Cette nouvelle méthode a mené Full Cycle à mettre au point des produits de grande valeur à partir de débris de bois et d'espèces d'arbres considérés comme de faible valeur.

Alpha 2000, p. 240.

La régénération qui vise à réutiliser à des fins utiles le maximum de résidus causés par la production est un autre des critères qui guident un développement durable.

La ferme Holly Creek située dans le comté de Greene au Tennessee constitue un bon exemple d'approche novatrice fondée sur l'intégration à la collectivité et à l'écosystème. Cette petite exploitation agricole produit sur deux âcres des légumes biologiques vendus en majeure partie à 40 à 50 ménages voisins dans le cadre d'une entente de soutien de l'agriculture par la collectivité. L'agricultrice Cathy Guthrie écoule en outre ses produits au marché public et dans les restaurants locaux. Tout en fournissant des œufs aux ménages, les poulets sont intégrés au plan de rotation des cultures de la ferme; au lieu de devenir une source de pollution de l'eau, leur fumier apporte des éléments nutritifs et de la matière organique au sol. L'exploitation n'utilise aucun produit chimique provenant de l'extérieur.

Alpha 2000, p. 241.



En ce qui concerne la régénération, *Entre nous, bâtir nos communautés* nous ramène au trois «R» : Réduire, recycler et réutiliser. On y retrouve plusieurs exemples pratiques sur l'économie de l'énergie, que ce soit par le développement du transport en commun, par le fait de favoriser des voitures de petite taille ou sur les programmes destinés à équiper les immeubles afin qu'ils réduisent leur consommation d'énergie ou encore en développant une approche intégrée rapprochant le lieu de travail et le milieu de vie quotidien des gens.

La ville de Portland, en Oregon, a estimé que seulement en revitalisant les épiceries de quartier, elle pourrait réduire de 5 pour cent la consommation d'énergie, car elle éviterait ainsi aux gens de se rendre aux centres commerciaux pour se procurer de menus articles.

Entre nous, rebâtir nos communautés, p.68.

L'auteur donne l'exemple des débris de démolition qui occupent 16% de l'espace des sites d'enfouissement. Donc, à chaque fois que l'on recycle un de nos vieux immeubles, en plus de préserver le patrimoine local, on travaille pour un développement écologique!

En mai 1991, Habitat for Humanity, une organisation à but non lucratif, mit sur pied l'Habitat Re-Store, qui s'est donné pour mission de construire des logements pour les démunis en faisant appel à la main-d'œuvre bénévole. Se voyant offrir des matériaux de construction usagés qu'il ne pouvait utiliser dans ses travaux de construction, l'organisme décida d'ouvrir un entrepôt pour recueillir et recycler les matériaux (neufs et usagés) qu'il recevait en provenance de chantiers de construction, d'individus, d'industries et de chantiers de démolition. Ces matériaux (bois, fenêtres, portes, meubles, peinture, équipement électrique, articles de plomberie etc.) sont vendus au grand public à prix réduits, à environ 50 pour cent du prix de détail. Les profits réalisés sont injectés dans un fonds servant à financer la construction de nouvelles habitations.

Entre nous, rebâtir nos communautés, p. 71.

Principe 3 : La maximisation de la valeur ajoutée aux ressources à l'endroit où celles-ci sont extraites ou à proximité de cet endroit constitue une autre manière de mieux intégrer nos sous-systèmes humains à la biosphère limitée dans l'espace.

Il s'agit d'une logique simple, mais rarement appliquée : la valeur ajoutée. Plus on transforme le produit, plus il prend de la valeur. Il faut travailler à développer le maximum de transformation sur place.

Une bille de chêne rapporte 0,60\$ par pied-planche; quand elle est sciée en planches, elle rapporte 1\$ et, une fois séchée au séchoir, son prix atteint environ 3\$ si elle est vendue directement à un voisin désireux de construire une bibliothèque.

Alpha 2000, p. 241.

Principe 4 : Le quatrième élément de la durabilité est le renforcement de l'autonomie par l'acquisition de compétences, par la création de biens et par l'ouverture au pouvoir de décision existant au sein et à l'extérieur de la collectivité locale.

Tout développement, pour être durable, doit viser à augmenter le potentiel des membres de la communauté visée. La communauté veut en ressortir plus autonome, plus solide.

Dès l'étape du recensement des besoins d'une communauté, celle-ci gagne à y être impliquée. La participation d'une population bien informée favorise l'acceptation et le déroulement d'un projet communautaire quel qu'il soit, bien plus que les plans imposés par l'extérieur. Au même titre, il est important de favoriser le développement des «leaders» de la communauté.



Principe 5 : Le principe le plus évident concernant le développement durable est tout simplement que celui-ci dure indéfiniment.

UNE FORMATION ADAPTÉE

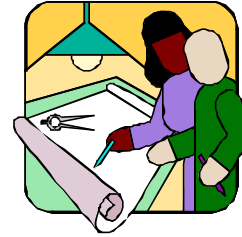
Pour que ce développement soit durable cela prend, entre autres, une base diversifiée d'entreprises locales qui, bien entendu, respectent l'environnement. Il faut également penser en termes d'éducation et de formation continue de la population en général, ainsi que des entrepreneurs pour encourager l'innovation et l'esprit d'initiative. Il ne s'agit pas nécessairement de démarches d'éducation formelle mais d'éducation populaire ou encore de formation adaptée aux réalités des personnes.

Dans une expérience réalisée en Hongrie présentée par Valéria Nagy Czanka et Ildiko Mihaly,²¹ l'importance de formations rapidement applicables est soulignée comme un des facteurs de réussite.

Les besoins de formation de la main-d'œuvre se sont vite fait sentir, ce qui a encouragé la création d'entreprises de formation mieux structurées. La formation des adultes s'effectue à l'intérieur de stages de courte durée. On y enseigne l'art de la cueillette, du séchage, du triage et du traitement des plantes médicinales... La plus grande réussite de ce programme est en fait l'utilisation rapide des connaissances acquises, l'intégration presque immédiate de tous les participants au marché du travail, comme employés ou comme entrepreneurs.

Alpha 2000, p. 282-283.

²¹ Nagy Czanka, Valéria et Mihaly, Ildiko, « Hongrie, revitaliser une région condamnée de la Hongrie », *Alpha 2000 : éducation écologique dans la vie quotidienne -- Alpha 2000*. Québec : Ministère de l'éducation, 2000, p. 277.



DES ENTREPRISES SOCIALES

Vouloir développer de petites entreprises qui seront soucieuses de leur milieu tant environnemental qu'humain signifie mettre en place des mécanismes pour leur faciliter l'accès aux capitaux. Rappelons-nous que la plupart des entreprises innovatrices ou à caractère plus social se font refuser l'accès aux capitaux traditionnels. Il en va de même pour les personnes qui n'ont pas de sous à investir au départ.

Il faut aussi s'assurer que ces entrepreneurEs travaillent à ajouter de la valeur aux produits afin d'augmenter les emplois et les revenus et de diminuer les impacts écologiques.

Finalement, cela demande de développer des systèmes originaux de commercialisation, incluant des réseaux de producteurTRICES et de consommateurTRICES chargés de faire la promotion des entrepreneurEs soucieuxEUSES de développement durable auprès du public et d'accroître ainsi la viabilité de ces entreprises. La commercialisation est souvent une des difficultés que rencontrent ces organisations. Les réseaux traditionnels de commercialisation sont contrôlés par très peu d'acteurs et ce n'est pas facile d'y faire sa place.

Jean-Paul Hauteceur, dans le texte d'ouverture d'*Alpha 2000* situe le cadre économique dans lequel devrait évoluer un projet de développement durable.

Une économie de développement durable suppose des investissements variés dans des entreprises socialement utiles, dans la formation des personnes, dans la mise en valeur des ressources locales et dans l'aménagement de l'environnement. Une telle économie réfère à un modèle pluriel, impliquant la coopération des secteurs privés, public et associatif, ainsi que les finalités conjuguées de productivité économique, de solidarité sociale, de plus-value culturelle et de viabilité écologique.

Alpha 2000, p. 28.

La société québécoise a opéré un tournant vers ce type d'économie. Mentionnons que l'on retrouve actuellement plus ou moins 6 000 organismes communautaires²² et plus de 10 000 organismes à but non lucratif de tous types. Un relevé récent révélait que l'on compte 4 764 entreprises d'économie sociale au Québec qui procurent des emplois à 49 450 personnes et qui ont un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de dollars.²³



Bien sûr, cela n'empêche pas ces organismes et entreprises de devoir affronter de nombreux défis. Les organismes communautaires sont dans l'attente d'une politique de reconnaissance et de financement qui respectera leur autonomie.²⁴ Les entreprises d'économie sociale sont confrontées à un dilemme : le désengagement de l'État et la volonté de se faire une place dans le «marché».²⁵

Selon Hauteceur, le défi est de «démarginaliser» les expériences d'économie solidaire et de démocratie locale en y attirant plus de ressources et de faire valoir la rentabilité à long terme de ces entreprises.

DE NOUVELLES PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'écologie est l'étude des rapports qui existent entre les êtres vivants et leur milieu vivant ou non vivant, entre les plantes et les animaux, entre l'homme et le reste de la nature et entre les hommes...

Par conséquent, dans une perspective écologique, les solutions aux problèmes environnementaux causés par l'homme exigent une redéfinition et une restructuration de nos activités, de nos relations et de nos systèmes, y compris de nos systèmes sociaux, politiques et économiques.

Entre nous, rebâtir nos communautés, p. 95.

²² Pour mieux connaître la réalité des organismes communautaires et des entreprises d'économie sociale, le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO) vient de publier «Économie sociale et action communautaire, portrait de la main-d'œuvre des entreprises et des organismes, du collectif en action».

²³ Chantier de l'économie sociale «De nouveau, nous osons...», document de positionnement stratégique», Québec, janvier 2001, 29 p.

²⁴ Au sujet des organismes communautaires et des enjeux qui les concernent, le Regroupement des organismes communautaires des Laurentides (ROCL) a publié en 1999 un texte de Lorraine Guay, «Pour un mouvement communautaire citoyen» qui est un incontournable.

²⁵ Le document du Chantier d'économie sociale cité ci-haut est une excellente réflexion sur les enjeux actuels de l'économie sociale au Québec.

Inspirées des principes évoqués ci-haut, de nouvelles pratiques se développent pour permettre un développement local durable. Certaines de ces pratiques ont déjà une longue histoire mais sont peu à peu en voie de sortir de la marginalité et commencent à influencer les modes de développement. Explorons-en quelques-unes.



LA CIRCULATION DE L'ARGENT

Lorsqu'un dollar change de main, il se transforme en un nouveau dollar qui sera dépensé par une autre personne.

L'auteur de *Entre nous, rebâtir nos communautés* explique que dans une économie en santé, un dollar est dépensé de six à huit fois avant de quitter une communauté locale. Par contre, dans une communauté démunie, l'argent quitte presque immédiatement celle-ci.

L'argent «sort» d'une communauté à toutes les fois que nous importons des produits ou des services. Plus nous avons d'importations, moins notre argent circule à l'intérieur de notre communauté.

Si nous réussissons à remplacer un certain nombre de produits importés par des produits locaux, nous favorisons le développement de notre communauté et nous faisons épargner la société en diminuant les coûts cachés du transport des marchandises. Il en va de même pour les loyers payés à des propriétaires extérieurs qui ne réinjectent pas leur argent dans la communauté ou vont le faire dans une moindre mesure (en faisant un peu de rénovations). Dans ce sens, tous les programmes favorisant soit le logement social ou facilitant l'achat de propriétés par les occupantEs, même s'ils ont de faibles revenus (par exemple, les fiducies communautaires d'habitation) sont des facteurs de développement d'une communauté.

Mais l'argent ne fuit pas que par les importations. Malheureusement, le même phénomène arrive avec nos épargnes. Notre argent déposé à la banque est en grande partie prêté à des projets extérieurs à notre communauté ou investi dans des portefeuilles d'actions de compagnies à travers le monde. Une étude récente du Centre local de développement (CLD) d'Asbestos évaluait à environ 80 millions de dollars la somme investie par les travailleurEUSEs du territoire dans des fonds de pension de tous types. Combien sont réinvestis par ces mêmes fonds dans cette région? Infiniment peu.

Voilà pourquoi de plus en plus d'individus décident de placer leur argent dans des fonds locaux comme les fonds communautaires d'emprunt.²⁶ Actuellement, ces fonds appuient, par des prêts, des projets intéressants d'individus qui n'ont pas suffisamment d'argent pour démarrer en affaires. Il s'agit dans tous les cas de projets d'entreprises locales qui investissent dans leur communauté.

Des comptes bancaires pourraient être créés pour permettre aux individus de soutenir directement des initiatives locales, comme cela se fait au New Hampshire, dans le cadre de SHARE, programme de prêts à la communauté. Voici comment fonctionne ce programme: un individu se présente à une banque déterminée et y ouvre un compte d'épargne conjointement avec SHARE, qui est un organisme à but non lucratif. En ouvrant ce compte, la personne accepte que ses économies soient utilisées comme garantie pour des prêts que SHARE consent à des entreprises locales.

Entre nous, rebâtir nos communautés, p. 73.

Notre gouvernement pourrait également s'inspirer, dans ce cas-ci, du gouvernement américain qui en adoptant le «*Community Reinvestment Act*» oblige les banques à réinvestir un pourcentage de leurs profits dans les communautés défavorisées.

LE TROC : UN SYSTÈME DE COMMERCE LOCAL

Quoi de plus ancien que le troc? Le troc permet, entre autres, d'échanger des biens ou des services en évitant de «monétariser» donc en conservant un contrôle plus grand. Il permet également de redonner des valeurs différentes aux compétences des individus. Pourquoi, par exemple, réparer un tuyau vaut beaucoup plus que de réparer un manteau?

Dans ce système, le commerce s'effectue entre les membres d'une communauté sans recourir à l'argent, grâce à un système de crédit-troc. Les membres annoncent leurs services et leurs produits dans un bulletin mensuel et se les «vendent» mutuellement à des prix en «dollars verts» qu'ils fixent eux-mêmes. Chaque membre possède un compte comparable à un compte bancaire, inscrit dans un ordinateur central qui enregistre toutes les transactions.

Entre nous, rebâtir nos communautés, p. 75.

²⁶ Il existe actuellement un réseau québécois de Fonds communautaire d'emprunt. Vous pouvez les rejoindre au 819-371-9050.

Mais oui, le troc renaît de plus belle. En Europe et à Montréal depuis peu se développent des Services d'échanges locaux (SEL). Il s'agit d'organismes sans but lucratif qui aident à organiser l'échange de services à partir des compétences de tous et chacun. L'organisme «Projet Genèse» situé à Montréal a développé une expérience très intéressante de service d'échanges locaux.



L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le développement durable d'une communauté passe également par les choix d'aménagement réalisés sur son territoire. Par exemple, on peut mettre en pratique la sauvegarde d'énergie en favorisant la création de petites communautés ou de quartiers où l'on retrouve de petites distances entre le lieu du travail, des services, du loisir et de sa résidence.

Si les distances peuvent se franchir à pied ou à bicyclette pour une grande partie de la population, on vient de créer une nouvelle dynamique et d'économiser l'énergie. C'est également en ces termes qu'il faut réfléchir sur le transport en commun et pas seulement dans une optique de rentabilité à court terme.

Cependant, cette idée demande de revoir l'aménagement de bon nombre de quartiers résidentiels et au lieu de penser à faire seulement des parcs, il conviendrait mieux «d'appliquer un programme de reboisement en milieu urbain.»²⁷

L'OMS définit la ville en santé comme «une ville qui assure constamment un environnement physique et social qui permet à ses habitants de se soutenir les uns les autres en accomplissant toute les fonctions vitales et en réalisant toutes leurs potentialités. »

Entre nous, rebâtir nos communautés, p. 106.

²⁷ Lorsque nous parlons d'aménagement du territoire, il faut bien entendu tenir compte des réalités différentes que sont le milieu urbain et le milieu rural. Plusieurs acteurTRICES, notamment l'organisme «Solidarité rurale» et le réseau des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), ont contribué à soutenir la réflexion de l'aménagement en milieu rural.

FAVORISER LA DÉMOCRATIE ET LA PARTICIPATION

Le plus grand défi posé au développement durable d'une communauté locale est celui d'être en mesure d'élargir la démocratie. Dans nos villes et nos municipalités, peu de gens participent à la vie de la «cité». Nous votons (et encore...le taux de participation aux élections municipales dépasse très rarement 50%) et faisons confiance aux conseillerÈRES et au maire.

Pourtant, une communauté qui optera pour un nouveau modèle de développement sera plus participative. Des efforts énormes seront consentis pour maintenir vivante la démocratie et la participation du plus grand nombre. Une des expériences des plus intéressantes à ce chapitre se déroule au Brésil dans la municipalité de Puerto Alegre.²⁸ Depuis déjà quelques années, le parti des travailleurs au pouvoir a décidé de mettre en place un processus de participation de la population à l'élaboration du budget de la ville.

C'est à ce niveau que les vrais enjeux prennent forme. Où ira l'argent? Il s'agit d'une très belle expérience qui démontre qu'il est possible d'impliquer davantage la population.

Pour permettre une plus grande participation, nous devons faire des liens entre les questions sociales, environnementales et économiques. Il faut également reconnaître la diversité des intérêts qu'il y a dans une collectivité.

Il est important de travailler à «renforcer les capacités» de la population. Dans ce sens, il faut accorder autant d'attention au processus (la façon dont on fait les choses) qu'au résultat. C'est simple à énoncer, mais difficile à réaliser. D'autant plus difficile que l'on doit vivre une tension continue entre le court terme qui demande que l'on décide et que l'on agisse vite d'une part et d'autre part les solutions à long terme auxquelles il faut prendre le temps de réfléchir. Nous retrouvons cette même tension entre les individus d'une communauté qui trouvent toujours que parler c'est retarder l'action et ceux qui ne feraient que parler! On comprendra que c'est une question d'équilibre dans les deux cas.

²⁸ Voir Genro, Tarso et Ubiratan de Souza. *Quand les habitants gèrent vraiment leur ville*. Paris: éd. Charles Léopold Mayer et FPH, Dossier pour un débat no 82, 103 p.

Nul n'est sans capacité, mais nous devons souvent les perfectionner. Ce qu'il importe de comprendre, c'est que se sont les gens qui sont au cœur du renforcement des capacités.

Essentiellement, on doit disposer de capacités pour pouvoir les développer et on doit miser sur un processus planifié avec soin pour entreprendre à la fois le renforcement des capacités et un développement des collectivités efficace.

*Guide de développement des collectivités*²⁹

Cette notion de renforcement des capacités rejoint directement l'importance du travail d'éducation et de formation. Ce travail se fait avec temps, efforts et leadership. Bien entendu, il demande également une certaine expertise et des ressources financières. Mais l'important s'appuie non pas sur les faiblesses des personnes mais aussi sur leurs compétences.

Cela demande parfois de convaincre les gens de nos communautés qu'ils ont des compétences. Ils se sont tellement fait répéter qu'ils ne pouvaient rien y changer que, souvent, les gens ont une très faible estime d'eux-mêmes. Voilà pourquoi, si on veut faire participer la population, en la formant, il vaut mieux viser des projets petits et concrets pour amorcer ce processus de renforcement des capacités. Cela aura un effet mobilisateur qui permettra de poursuivre le processus.

Les processus englobants sont ceux qui :

- ✓ ***Sont ouverts et participatifs par nature ;***
- ✓ ***Respectent les différences et valorisent toutes les contributions ;***
- ✓ ***Posent des questions plutôt que d'imposer des réponses.***
- ✓ ***Cherchent des solutions et des terrains d'entente;***
- ✓ ***Abolissent les obstacles à la communication, par exemple le jargon et les stéréotypes;***
- ✓ ***Fournissent de multiples occasions de participer.***

Guide de développement des collectivités, p. 16.

²⁹ Flo Frank, Anne Smith. *Guide de développement des collectivités, un outil de renforcement des capacités communautaires*, DRHC, 1999. P. 10.

UNE HISTOIRE ET UNE CULTURE À RECONNAÎTRE

Il faut reconquérir une maîtrise de l'espace, y avoir un chez-soi (un logement) à partir duquel se lier aux voisins. Il faut se retrouver dans une culture qui donne sens à tout ce que l'on fait, sans pour autant s'enfermer en elle, mais pour pouvoir communiquer.

Une histoire de la ville, pour repenser la société³⁰.

Nos communautés se sont construites peu à peu avec des particularités. Elles s'inscrivent dans une histoire, un lieu particulier et possèdent un patrimoine à mettre en valeur.

Une communauté qui veut s'assurer d'un développement durable prendra en compte cette histoire et cette culture, car ce sont ses racines. Non seulement, elle en tiendra compte, mais elle saura les mettre en valeur. Combien d'entre nous connaissons bien l'histoire du territoire où nous vivons? Savons-nous quels sont les lieux et édifices historiques qui sont au cœur de notre communauté? N'y a-t-il pas lieu de mettre en valeur ces lieux?

Westmoreland est un militant noir qui a participé, en 1967 à la création de la St. Auburn Good Housing Foundation, à Cincinnati, grâce à une contribution primée de 7000\$. Au départ, cette fondation s'est donnée pour objectif d'acheter de propriétaires non résidents des maisons situées dans un quartier en désuétude, de les rénover et de les convertir en coopératives d'habitation ou en maisons à prix modique. En moins de dix ans, cet organisme à but non lucratif est devenu une entreprise de 9 millions de dollars, a rénové des centaines d'habitations ainsi que de nombreux immeubles commerciaux, a employé et formé des centaines d'individus du quartier, a amené la Ville à améliorer les services et a ranimé la fierté du quartier en sauvegardant ses maisons victoriennes et ses hôtels particuliers pour ne faire des logements décents.

Entre nous, rebâtir nos communautés, p. 215.

³⁰ Blanquart, Paul. *Une histoire de la ville, pour repenser la société*. Paris : La Découverte Poche, 1999. p. 81

UN PLAN D'ACTION



Travailler à bâtir sa communauté se fait comme bien d'autres choses à l'aide d'un plan. Ce plan doit obtenir la plus large adhésion possible, il doit être inclusif et permettre une participation large.

Pour réussir un plan d'action, cela nécessite également la participation des catalyseurs, c'est-à-dire des personnes et/ou des organismes qui vont assumer un certain leadership pour provoquer les choses et faire avancer la communauté. Ces personnes et/ou organismes agissent à titre de «déclencheurs.»

Les catalyseurs du développement des collectivités efficaces :

- ✓ ***Connaissent la collectivité et y sont crédibles ;***
- ✓ ***Sont animés par une vision à long terme ou reconnaissent la nécessité d'une telle vision ;***
- ✓ ***Croient dans la capacité d'agir de la collectivité ;***
- ✓ ***Ont la capacité de communiquer et sont ouverts aux idées d'autrui.***
- ✓ ***Ont la capacité de motiver d'autres personnes et de partager le pouvoir ;***
- ✓ ***Ont l'énergie nécessaire pour susciter et soutenir l'action ;***
- ✓ ***Se montrent ouverts à l'idée d'apprendre ;***
- ✓ ***Ont la capacité de définir d'autres activités connexes et de créer des liens entre elles.;***

Guide de développement des collectivités, p. 22.

EN RÉSUMÉ

Face à une mondialisation des marchés et à des politiques néolibérales dominantes, il est plus que jamais indispensable d'avoir des communautés (quartiers, villes, villages) vivantes, dynamiques et démocratiques.

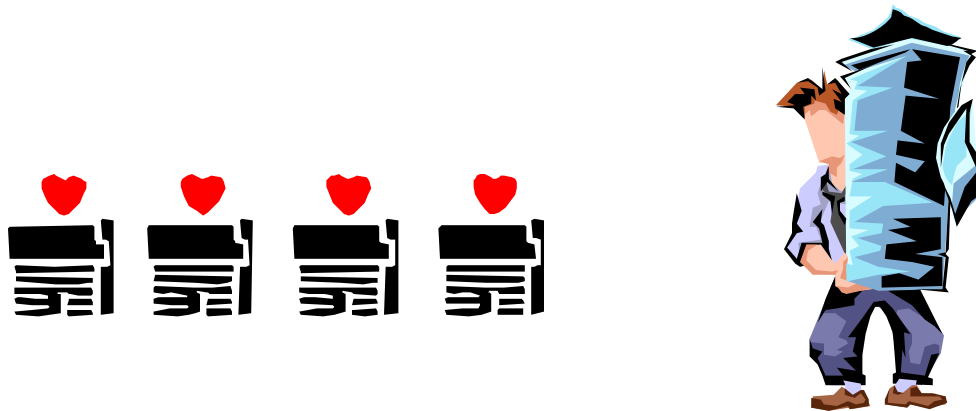
La première dimension de ce chantier de travail est le territoire, c'est là où nous vivons. C'est une notion que l'on avait un peu perdu de vue. Cela permet de développer un sentiment d'appartenance, de construire des liens avec d'autres semblables et de se développer à partir de notre milieu de vie. Ces communautés de vie s'additionnent à des communautés d'intérêts.

La deuxième dimension cruciale consiste à avoir une approche globale, qui permet de faire les liens entre toutes les facettes d'un travail de revitalisation d'une communauté. Il s'agit d'un effort gigantesque dans un contexte où tout est sectorialisé et découpé par spécialisation. C'est aussi dépasser les réactions corporatistes qui nous affectent tous.

Ensuite, la troisième dimension consiste à faire participer la population concernée. Seule l'augmentation des compétences et du potentiel de la population permet de s'inscrire dans un projet durable.

Finalement, comme toute action importante, le travail de construction d'une communauté demande de dépasser l'improvisation et de s'organiser solidement.

Il faut du temps pour obtenir des engagements et du soutien. Ne vous découragez pas si les résultats ne sont pas immédiats. Prenez l'intérêt existant comme point de départ et utilisez-le comme tremplin.



DIX CLÉS POUR OBTENIR L'ADHÉSION :

- 1. *Communication et appréciation efficaces.***
- 2. *Vision et buts communs.***
- 3. *Plan clair et exhaustif.***
- 4. *Leadership adéquat.***
- 5. *Soutien communautaire et politique.***
- 6. *Information et ressources adéquates.***
- 7. *Conseils professionnels et aide technique.***
- 8. *Souplesse et capacité de faire des compromis.***
- 9. *Participation de nombreux groupes différents.***
- 10. *Volonté de travailler dans le contexte du changement et de la diversité.***

Guide de développement des collectivités, p. 32-33.

CONCLUSION

Comment conclure ces quelques pages qui nous relancent sur un ensemble de questions liées à l'éducation écologique? Peut-être en revenant au rôle fondamental de l'éducation. L'éducation doit nous transformer et permettre de transformer le monde. Elle se situe donc au cœur du monde, au centre des mouvements de transformation, attentive à ceux et celles qui en sont les acteurTRICES.

C'est l'opposé d'une vision réductrice et utilisatrice de l'éducation. L'éducation prend forme dans un processus global qui considère chaque personne dans son entièreté. L'éducation «écologique» place la personne et la communauté avant tout. Elle est d'abord au service du milieu de vie. Elle agit en partant du principe que nous avons tous et toutes un bagage de connaissances, une histoire et une culture et que toutes ces dimensions sont cruciales dans nos apprentissages.

L'éducation écologique s'ancre dans des communautés et les accompagne dans leur développement. Elle vient soutenir un travail de revitalisation de collectivité en perte de vitesse ou marginalisée. Il s'agit d'une éducation qui facilite la mobilisation des populations et qui permet une plus grande démocratie. Cette éducation se fera à l'échelle des communautés où elle s'avérera être une fidèle compagne

tout au long de la vie des gens qui la composent. Elle sera continue et «durable».

Si nous acceptons d'en relever le défi malgré les nombreuses contraintes, cette éducation deviendra également le rempart contre une culture mondiale qui serait obtenue par le plus bas dénominateur commun, la «Mc Culture » pourrait-on dire. Tout ne peut pas et ne doit pas appartenir au marché. La vie est plus qu'une transaction économique.

Si on veut garantir l'accès à la nouvelle économie mondiale en réseau, il faut aussi préserver la diversité et la vigueur des cultures locales. Les forces du marché, si elles ne sont pas contenues, pourraient en arriver à coloniser entièrement la sphère culturelle et la transformer en un kaléidoscope de divertissements mercantiles, d'expériences simulées et de relations tarifées. Perdre l'accès à la riche diversité culturelle que nous lèguent des milliers d'années d'expérience vécue aurait sur notre avenir, notre épanouissement et nos perspectives de survie des conséquences aussi dévastatrices que la perte de la biodiversité. Retrouver un équilibre écologique entre culture et marché est une des tâches les plus urgentes du nouveau siècle.

L'âge de l'accès³¹.



³¹ Rifkin, Jeremy, *L'âge de l'accès, survivre à l'hypercapitalisme*, Paris/Montréal : La Découverte/Boréal, 2000, 396 p., p. 341

Une production du :

Centre de **D**ocumentation sur l'**É**ducation
des **A**dultes et la **C**ondition **F**éminine (CDÉACF)

Le CDÉACF réunit une documentation de base pour l'information, l'intervention et la recherche dans les domaines suivants : l'alphabétisation, les communications, la condition féminine, l'éducation des adultes et l'éducation populaire, la formation professionnelle, l'éducation interculturelle, l'action communautaire, la démocratie, l'économie sociale, les nouvelles technologies de l'information et de communication. Le CDEACF est le dépositaire unique des productions issues des Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation (IFPCA).

Le Centre produit un bulletin bimensuel de ses nouvelles acquisitions intitulé « Pour voir plus loin, un catalogue des documents en alphabétisation en français et d'autres répertoires. Il offre des services de prêt entre bibliothèques, de recherches bibliographiques par Internet et de consultations et de référence.

Nos documents vedettes ...

- Blanquart, Paul. *Une histoire de la ville, pour repenser la société*. Paris : La Découverte Poche, 1999.
- Flo Frank, Anne Smith. *Guide de développement des collectivités, un outil de renforcement des capacités communautaires*, DRHC, 1999.
- Hauteceur, Jean-Paul. *Alpha 2000 : éducation écologique dans la vie quotidienne--Alpha 2000*. Québec : Ministère de l'éducation, 2000.
- Marcia, Nozick. *Entre nous, rebâtir nos communautés*. Montréal : Éditions Écosociété, 1995.

... sont disponibles au CDÉACF

**110, rue Ste-Thérèse, bureau 101
Montréal, (Québec), H2Y 1E6**

Téléphone : (514) 876-1180, Télécopieur : (514) 876-1325

Courrier électronique : info@cdeacf.ca

Site Web : <http://www.cdeacf.ca>